

Macron dans une école de campagne pour riposter aux accusations de "président des villes"

Tours, 15 mars 2018 (AFP) -

En visite jeudi dans une petite école de campagne en Touraine, Emmanuel Macron compte riposter à tous ceux qui l'accusent de fermer des classes en milieu rural au profit des banlieues, et plus généralement d'être un "président des villes".

Ce déplacement répond aux critiques d'acteurs du milieu rural ces dernières semaines contre diverses mesures mal perçues: classes fermées, limitation de vitesse à 80 km/h, nouvelle carte des zones défavorisées pour les aides européennes, interdiction prévue du glyphosate ou encore négociations tendues entre grandes surfaces et agriculteurs.

Le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer a effectivement annoncé un solde net de 207 classes fermées en zone rurale à la rentrée 2018 contre un solde positif d'environ 1.000 classes au niveau national, ce qu'il explique par la baisse du nombre d'élèves dans ces zones.

Des syndicats d'enseignants soutiennent eux que des classes rurales sont fermées afin de dégager des postes pour le dédoublement des classes de CP et CE1 dans les quartiers défavorisés.

Relayant ce malaise, le vice-président des Républicains, Guillaume Peltier, a appelé mercredi Emmanuel Macron à décréter "un moratoire" sur les fermetures de classes en milieu rural et l'a accusé d'avoir "menti aux Français" sur ce sujet.

"Au contraire, nous allons augmenter le taux d'encadrement (nombre d'enseignants par rapport au nombre d'élèves) l'année prochaine, en particulier en zone rurale", a répliqué mercredi soir le chef de l'Etat, lors d'un déplacement à Tours.

"Le sujet est démographique : 32.000 jeunes en moins rentrent en primaire, en particulier en zone rurales. Mais nous n'avons pas fermé autant de classes que ce qu'une application bête et méchante de la démographie nous aurait conduit à faire, qui aurait été de supprimer plus de 1.000 classes", a-t-il déclaré à des journalistes.

"Par contre, il faut être réaliste, quand des collègues n'ont plus que trente élèves, ce n'est pas bon même pour les élèves. Là il faut s'organiser, innover. C'est une mission que nous avons confiée à certains élus", a-t-il poursuivi. Il a aussi évoqué l'ouverture d'internats, des transports aménagés et des regroupements d'établissements.

"Mais notre volonté est plutôt au maximum de maintenir les classes" a-t-il assuré.

- 'Preuves d'amour' - L'accusation de favoriser les villes, un procès que lui a déjà fait le dirigeant de LR Laurent Wauquiez, reflète aussi le 1er tour de l'élection présidentielle, où son score était meilleur en ville qu'à la campagne.

Dans les zones rurales il avait été devancé par Marine Le Pen (21% contre 23%) alors que dans les villes de plus de 20.000 habitants la tendance était inverse.

Début mars, un sondage Odoxa montrait plus de deux Français sur trois (69%) le considèrent comme éloigné des préoccupations de la France rurale.

Jeudi matin dans l'école à deux classes de Rilly-sur-Vienne, accompagné du ministre de l'Education, il compte aussi "montrer comment, par une organisation innovante, on fait face aux défis du territoire". Car dans cette école une classe sera ouverte en septembre.

Un élu de la majorité expliquait récemment que si "LREM a certes l'image d'un mouvement métropolitain et le président d'un métropolitain, c'est surtout parce que nous n'avons pas encore assez de relais locaux". "C'est un sujet sur lequel on doit donner des preuves d'amour", selon lui.

Des élus du parti présidentiel ont d'ailleurs souligné mercredi que son tout nouveau "groupe de travail sur les enjeux de la ruralité" comptait pas moins de 175 députés.

Mercredi, le chef de l'Etat a visité le Centre de formation des apprentis (CFA) des Compagnons du Devoir de Tours et rappelé les principales mesures prévues pour favoriser l'apprentissage, objet d'un projet de loi prévu mi-avril.



Notamment, pour les entreprises de moins de 250 salariés qui embauchent un apprenti mineur, le "reste à charge" ne sera que de 65 euros par mois la première année. Les horaires des apprentis seront élargis et la grille des salaires revalorisée. De plus 500 euros d'aides pour passer le permis seront versés aux apprentis dès 2019.

"Les parents doivent comprendre que placer leurs enfants dans un CFA n'est pas un échec mais un investissement dans l'avenir. Je veux que dans la France de demain on ait de plus en plus de patrons passés par l'apprentissage", comme en Allemagne, a-t-il dit.

Il a aussi annoncé que la France serait candidate pour accueillir les Olympiades des Métiers (Workskills) de 2023.
leb/chr/dar

Afp le 15 mars 18 à 04 00.